

Réponse d'Enedis à la consultation publique du 27 juillet 2016 sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTB

16 septembre 2016

1. Cadre de régulation incitative pour les prochains tarifs « TURPE 5 HTB »

Question 12 : Etes-vous favorable à ce que les coupures provenant du RPT soient intégrées dans le périmètre du dispositif d'indemnisation pour coupures longues qui s'appliquerait aux GRD pour le TURPE 5 HTB ?

Enedis considère que l'intégration des coupures issues du réseau public de transport dans le mécanisme d'indemnisation pour les coupures longues des GRD permettrait de mieux appréhender la qualité vue des consommateurs.

La proposition de la CRE consistant à demander à RTE de rembourser aux GRD les pénalités versées aux clients pour des causes imputables au RPT présente cependant des difficultés de mise en œuvre. Par ailleurs, elle est insuffisante. RTE doit être incitée à faire ses meilleurs efforts pour réalimenter les ouvrages de distribution dans les meilleurs délais, même lorsque le distributeur a repris les clients consommateurs. En effet, si la mise en œuvre de schémas de secours préserve l'alimentation des consommateurs, elle pénalise et met en risque les distributeurs (fragilisation des schémas d'alimentation lors de ces situations de secours, dégradation de la qualité de la tension, limitations sur l'évacuation de la production d'électricité sur le RPD, mise en place et maintien en conditions de fonctionnement des éventuels groupes électrogènes déployés). C'est pourquoi elle doit être réalisée dans l'optique d'un retour rapide au schéma normal.

En conséquence, Enedis est favorable à un versement de l'indemnité pour coupure de 5h à l'interface RPT/RPD en fonction des durées de coupures effectives des postes sources et indépendamment des opérations de reprise de la clientèle par les GRD, à l'image des dispositions existantes prévues au Contrat d'Accès au Réseau de Transport. Cette proposition est compatible avec le montant d'indemnisation de 7 M€ prévu dans la consultation HTB.

Enedis est favorable à ce que les coupures dues aux défaillances du réseau de transport soient prises en compte puis remboursées, sous réserve du maintien d'un versement par RTE aux GRD d'une indemnité à l'interface RPT-RPD, dispositif plus vertueux qu'un simple transfert entre gestionnaires de réseau.

2. Demande tarifaire de RTE et analyse préliminaire de la CRE

Question 29. Etes-vous favorable aux demandes de RTE d'évolution de la méthode de calcul des charges de capital ?

Enedis est favorable à la méthode appliquée par la CRE pour le calcul des charges de capital de RTE. En effet, il s'agit d'une méthode qui offre un cadre stable, lisible et incitatif à investir dont l'approche économique pourrait être réutilisée par Enedis selon le modèle énoncé dans son dossier de demande tarifaire.

De plus, Enedis soutient les demandes d'évolution de méthodologie proposées par RTE :

- BAR à mi-année : dans la délibération ATRD 5¹, la CRE indique que la base d'actifs régulés (BAR) de la distribution gazière est calculée à partir du 1^{er} juillet de chaque année, date d'entrée des actifs dans l'inventaire. Dans sa demande tarifaire pour le TURPE 5 HTB, RTE a émis une demande similaire, à laquelle Enedis souscrit. En effet, un modèle impliquant une BAR au 1^{er} janvier emporte une perte de rémunération puisque dans la pratique les actifs sont mis en service de façon continue sur l'année. Afin de conserver le principe de neutralité en valeur actuelle du modèle, c'est-à-dire que les coûts encourus sur la durée de vie de l'actif soient égaux à la valeur actuelle des revenus correspondants, cette BAR doit être rémunérée la première année sur la base de la date de mise en service moyenne (1^{er} juillet). Ce traitement permettra en outre d'assurer l'homogénéité avec la distribution gazière.

¹ CRE (2016). Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 18 février 2016 portant projet de décision sur le tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF.



- Rémunération des IEC au CMPC : la rémunération des immobilisations en cours est communément admise dans la littérature académique (Jamison, 2005 ; Bonbright et al, 1998), en plus d'être courante dans de nombreux pays européens. En effet, il est économiquement fondé et usuel que les actifs en cours de construction soient rémunérés avant leur mise en service puisqu'ils immobilisent les capitaux des opérateurs dès que commence la construction. L'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni rémunèrent les immobilisations en cours, tandis que l'Espagne et le Portugal permettent aux opérateurs de capitaliser les coûts de financement de la construction. L'incitation au respect des délais des travaux devrait se faire par d'autres moyens de régulation. En tout état de cause, elle ne devrait jamais conduire à une absence de rémunération ou une rémunération inférieure au coût d'opportunité du capital, à minima en cas de respect des délais.

C'est pourquoi Enedis soutient la demande de RTE de rémunérer les IEC au CMPC et émet une demande similaire dans sa réponse à la consultation publique TURPE 5 HTA-BT.

- Rémunération des actifs financés / subventionnés par des tiers : Enedis considère également que le risque opérationnel sur ces ouvrages doit être rémunéré. Le modèle de calcul des charges de capital présenté par Enedis dans son dossier tarifaire est tout à fait en cohérence avec cette demande.

Enedis est favorable à la méthode appliquée par la CRE pour le calcul des charges de capital de RTE qui offre un cadre stable, lisible et incitatif à investir et dont l'approche économique pourrait être réutilisée par Enedis selon le modèle énoncé dans son dossier de demande tarifaire.

De plus, Enedis soutient des demandes d'évolution de méthodologie proposées par RTE concernant la BAR à mi année, la rémunération des immobilisations en cours au CMPC ainsi que la rémunération des actifs financés / subventionnés par des tiers. Elle émet des demandes similaires dans sa réponse à la consultation publique TURPE 5 HTA-BT.

Question 30. Que pensez-vous de la fourchette de coût moyen pondéré du capital envisagée par la CRE ?

Au vu de la fourchette de CMPC présentée dans la consultation publique pour le TURPE 5 HTB (5,75% à 6,5%) et des paramètres retenus dans les récentes décisions tarifaires (ATRD 5), Enedis comprend que la CRE envisage pour RTE un Bêta compris entre 0,37 et 0,39, soit un niveau supérieur à l'intervalle proposé par le cabinet de conseil Frontier Economics mandaté par la CRE (0,32 à 0,37). Cela constituerait une augmentation par rapport au Bêta appliqué en TURPE 4 HTB (0,33), ce qui est justifié car cela reflète une tendance haussière des risques et de leur perception par le marché.

Enedis considère ainsi favorablement un taux de rémunération dans le haut de la fourchette de la CRE, et insiste sur la nécessité de donner en matière de rémunération du capital une visibilité et une stabilité aux opérateurs de réseaux qui investissent sur des actifs dont la durée de vie excède le plus souvent 40 ans.

A contrario, Enedis comprend que la CRE envisage pour le TURPE 5 HTA/BT un Bêta de l'actif de 0,33, inchangé depuis TURPE 4, et dans la fourchette basse de l'intervalle (0,32 à 0,37) proposé par Frontier Economics.

Le Bêta est représentatif du risque systématique (non diversifiable) d'un marché. Jusqu'à présent, ce paramètre était identique pour RTE et Enedis. Le passage à un Bêta de 0,37 à 0,39 pour RTE alors que celui d'Enedis resterait à 0,33 constituerait une différence de traitement manifeste entre la distribution et le transport d'électricité pour TURPE 5 et ne reflèterait pas l'évolution des risques du secteur.

Comme l'indique le cabinet NERA dans le rapport annexé à la demande tarifaire d'Enedis², il n'est pas démontré que les activités de transport et de distribution d'électricité présentent des niveaux de risque différents.

En outre, Enedis est aujourd'hui exposée à des risques législatifs, réglementaires et concessifs dont les impacts financiers seraient potentiellement bien plus importants qu'en 2014, lors de l'élaboration du TURPE 4 et de la délibération Linky³. Ces nouveaux risques justifient un accroissement du Bêta, au même titre que RTE, comme le reconnaît Frontier Economics à travers l'augmentation du Bêta de 20 points de base entre son rapport de Novembre 2015 et son rapport de Juin 2016.

Enedis demande que les paramètres de détermination du CMPC, en particulier le Bêta de l'actif, soient identiques pour RTE et Enedis et reflètent l'augmentation des risques du secteur depuis TURPE 4.

² NERA (2016). Comments on proposal for TURPE 5, p. 20

³ Consultation publique de la commission de régulation de l'énergie du 27 juillet 2016 sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans les domaines de tension HTA et BT

